



Bruxelles, le 20.9.2021
C(2021) 6758 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 20.9.2021

relative à une mesure d'aide exceptionnelle concernant la Côte d'Ivoire

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 20.9.2021

relative à une mesure d'aide exceptionnelle concernant la Côte d'Ivoire

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 instituant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde², modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil, et notamment son article 23, paragraphe 6.

considérant ce qui suit:

- (1) La Côte d'Ivoire a connu un cycle électoral marqué par d'importantes violences politiques et intercommunautaires qui ont affecté la légitimité de cet exercice démocratique. L'affrontement des anciennes élites politiques a renforcé cette impression de plafond de verre et d'un système politique et d'une vie publique sclérosés. La marginalisation des jeunes dans les processus de décision constitue un important facteur de tensions et frustrations qui s'expriment dans le pays. Alors que les moins de 35 ans représentent 77% de la population, les jeunes femmes et hommes se sentent souvent exclus des mécanismes de gouvernance aux niveaux local et national, des débats publics et ne se sentent pas représentés par la classe politique dirigeante. Il en résulte un désintérêt croissant pour la chose publique et l'engagement civique. Les tensions et violences politiques et intercommunautaires rappellent que les divisions inter-ethniques demeurent et sont facilement mobilisées et manipulées pour semer la discorde. Ce climat de défiance entre communautés, notamment dans les localités qui ont connu des violences, représente une menace pour la cohésion sociale au moment où le pays cherche à tourner la page de cette crise et engager un processus de réconciliation nationale. Cette situation rend nécessaire l'adoption d'une mesure d'aide exceptionnelle concernant la Côte d'Ivoire.
- (2) Afin d'assurer la mise en œuvre de la mesure il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209, 14.6.2021, p.1.

- (3) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives³ adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE.
- (4) L'objectif de la mesure énoncée dans la présente décision est de promouvoir la cohésion sociale ivoirienne dans la phase post-électorale, à travers la promotion du leadership de la jeunesse et le renforcement des mécanismes de dialogue et de résolution des conflits afin de remédier aux situations exceptionnelles et imprévues visées au point (a) de l'article 4, paragraphe 4, du règlement (UE) 2021/947.
- (5) Conformément aux points (a), (b), et (q) de l'Annexe IV paragraphe 1 du règlement (UE) 2021/947, les activités prévues viseront à apporter un soutien à la jeunesse, aux communautés et organisations de la société civile afin de saisir l'opportunité de cette phase post-électorale pour recomposer la gouvernance et renforcer la cohésion sociale en Côte d'Ivoire.
- (6) L'efficacité de la réaction de l'Union à la situation visée au considérant (1) dépend de la mise en œuvre rapide et souple d'une mesure d'aide exceptionnelle de durée limitée en application de l'article 23, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/947.
- (7) La mesure prévue par la présente décision est complémentaire de l'aide prévue au titre des autres instruments de l'Union dans le domaine de l'aide extérieure à court ou à long terme. Ces instruments ne permettent pas d'apporter une réaction pleinement appropriée aux besoins spécifiques en cause. Aussi une réaction appropriée et efficace est nécessaire afin de permettre une action rapide, conformément à l'article 4, paragraphe 4, du règlement (UE) 2021/947.
- (8) La mesure prévue par la présente décision est compatible avec le cadre stratégique de l'Union concernant la Côte d'Ivoire. Des synergies et des complémentarités avec d'autres interventions de l'Union sont attendues, dont la description est donnée au point 7 de l'annexe.
- (9) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu de définir les modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (12) Le Parlement européen et le Conseil ont été informés de la mesure d'aide exceptionnelle faisant l'objet de la présente décision, conformément à l'article 25, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article 1
La mesure

La décision de financement en faveur de la mise en œuvre de la mesure d'aide exceptionnelle concernant la Côte d'Ivoire, pour 2021, qui figure en annexe est adoptée.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

La mesure prévoit l'action suivante : « Promotion du leadership de la jeunesse et renforcement de la cohésion sociale dans la transition post-électorale » figurant dans l'Annexe.

Article 2
Contribution de l'Union

La contribution maximale de l'Union pour la mise en œuvre de la mesure pour 2021 est fixée à 4 000 000 EUR à financer sur les crédits inscrits à la ligne budgétaire 14 02 03 10 du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions définies au point 6 de l'annexe. Les subventions peuvent être octroyées à l'organisme ou aux organismes sélectionnés conformément au point 6 de l'annexe.

Article 4
Durée de la mesure

La durée maximale de la mesure d'aide exceptionnelle adoptée au titre de la présente décision est de 18 mois. L'ordonnateur compétent peut décider d'étendre cette période à deux reprises d'une nouvelle période de six mois maximum, jusqu'à une durée maximale totale de 30 mois, dans les conditions énoncées à l'article 23, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/947.

Si la mise en œuvre de la présente mesure ou d'un de ses éléments est suspendue pour des raisons de force majeure ou en raison de circonstances échappant au contrôle du pouvoir adjudicateur et de ses partenaires de mise en œuvre, la période de suspension n'est pas prise en compte dans le calcul de la durée de sa mise en œuvre.

Article 5
Clause de flexibilité

Les modifications cumulées des allocations de la contribution maximale de l'Union n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, premier alinéa, de la présente décision, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 20.9.2021

Par la Commission
Josep BORRELL FONTELLES
Haut représentant / Vice-président